

Analyses

Loi sécurité globale

[Sécurité globale : quelle politique pour notre pays ? Introduction \(partie I\)](#) Abonnés

**OPINION.** 2022 approche et les attentes et inquiétudes des Français en termes de sécurité sont immenses. Conseiller en sécurité, notre contributeur présente les mesures à prendre, selon lui, pour redresser la barre. Mais avant tout, petit point dans cette première partie sur les défis à relever.



La sécurité est la première des libertés. L'affaiblissement de l'autorité de l'État depuis plus de 40 ans est à l'origine de l'enracinement de l'insécurité, de l'ensauvagement de la société en général, du terrorisme islamiste et de l'islam politique sur notre sol. La droite a été incapable de prendre les mesures qui s'imposaient lorsqu'elle était au pouvoir tandis que la gauche est restée prisonnière de choix absurdes et dogmatiques, déniaient la réalité. Résultat : une politique pénale laxiste, une immigration irrégulière incontrôlée à l'origine de la dégradation sécuritaire, la victimisation des délinquants et l'absence de véritable reconnaissance des victimes, le désengagement de l'État, l'affaiblissement moral et matériel des armées, de nos forces de sécurité intérieure et de notre justice.

Après la parenthèse calamiteuse du macronisme inconsistant, les Français attendent un État fort et une politique de sécurité efficace. Tous les candidats à la présidentielle promettent un programme sécurité/justice musclé. Il nous faut donc proposer aux Français des solutions « choc » transgressives, percutantes et bien ciblées sur trois points :

le rejet du droit européen en matière d'immigration, la reconquête des zones de non-droit, la laïcité rempart contre l'islamisme.

## **Retrouver notre souveraineté et une politique étrangère qui renoue avec l'intérêt supérieur de la nation**

Notre sécurité est globale et dépend d'abord de notre politique étrangère. Or, en Syrie et en Libye, nos initiatives hasardeuses et notre aveuglement ont permis l'enracinement de l'État islamique qui s'est aujourd'hui installé dans toute la zone sahélienne, nous obligeant à nous y engager militairement et à nous y embourber. L'Union européenne (UE) y a brillé par son absence de soutien. Cette situation chaotique est à l'origine d'une vague d'immigration incontrôlée que l'UE n'arrive toujours pas à endiguer et qui alimente le terrorisme sur notre propre territoire par effet de contagion. La volonté turque de renaissance d'un empire ottoman n'y est pas étrangère non plus.

D'autre part, nous ne réussissons pas à faire valoir notre intérêt en matière de protection des frontières et de quotas de « migrants » que l'Union européenne veut nous imposer coûte que coûte. Et que dire de l'absence d'Europe de la défense au sein de l'OTAN, alors que notre armée en est réduite à la portion congrue et que nous n'avons plus de conscription, dans un monde devenu de plus en plus dangereux ? Enfin, nous avons aussi réussi le tour de force d'être en froid avec la Russie alors qu'elle devrait être un partenaire essentiel de l'Union européenne dans la lutte contre le terrorisme islamiste.

## **Mettre fin à une immigration incontrôlée afin de retrouver notre liberté d'action**

Le contrôle de nos frontières concerne tout autant la lutte contre le terrorisme islamiste, notre survie économique et sociale ainsi que la capacité d'intégration des nouveaux arrivants. Cela passe par la remise en question des textes européens concernant le droit d'asile, devenus trop laxistes et qui favorisent l'immigration régulière comme irrégulière, notamment musulmane.

Il faut en même temps ne pas hésiter à désobéir et remettre en question les textes européens concernant le droit d'asile, devenus trop laxistes et qui favorisent l'immigration. Nous verrons bien si nous sommes condamnés par la CJUE. À cet égard, notre première proposition « choc » est de refuser la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme concernant le regroupement familial et de la directive 2011/95/UE qui fait référence à la Convention de Genève et consacre une « protection

subsidaire » à côté de celle du statut de réfugié traditionnel, véritable perversion et dévoiement du droit d'asile. Il devra être envisagé également la remigration des étrangers devenus indésirables par leur comportement, séparatistes réfractaires aux valeurs de la France dont la laïcité, ou leur absence de contribution à notre économie, afin de pacifier notre société et préserver notre identité historique. C'est à ce prix que sera préservée notre civilisation.

## **Réarmer matériellement et moralement la Justice et les forces de sécurité intérieure**

Des lois de programmation pluriannuelles, justice et sécurité seront mises en œuvre. L'augmentation de la criminalité et de la délinquance doit être jugulée, ce qui nécessite impérativement de réinvestir les territoires abandonnés et de rénover notre système pénal trop laxiste, maillon faible du dispositif et de donner à la Justice et aux forces de l'ordre les moyens d'un fonctionnement efficace et efficient, en échange d'un devoir de réussir.

Si le risque terroriste islamiste provenant du retour des djihadistes du Levant est toujours prégnant, le risque terroriste endogène provenant du séparatisme islamiste de français ou d'étrangers présents sur notre sol ou encore sortant de prison devient de plus en plus évident et constitue le risque principal. Nous devons en tenir compte dans les mesures préventives à mettre en œuvre ainsi que dans l'organisation de nos services de renseignement. Nous devons également renforcer davantage notre législation spécifique au domaine terroriste.

## **Mettre en œuvre un plan de reconquête des zones de non-droit, territoires perdus de la République**

Un objectif, le retour de la sécurité et de l'autorité de l'État dans les zones de non-droit qui se sont développées devant le recul de la puissance publique et dans lesquelles se développe le séparatisme islamiste lié à la criminalité organisée (drogues, armes, cigarettes, etc.). Cette situation n'est plus tolérable et ne se règlera pas uniquement par des mesures économiques et sociales. Cela demande un véritable plan d'action national et une politique pénale répressive sans faille.

« *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* ». Cette expression de Jacques Chirac peut parfaitement s'appliquer à nos « quartiers sensibles ». Nicolas Sarkozy avait promis de passer le karcher, il nous faut proposer le mode d'emploi et dire que nous allons le faire. Cela constituera notre seconde proposition « choc ». Les Français ont bien compris

cette exigence et attendent maintenant qu'on leur propose le mode d'action pour y parvenir. Cet objectif doit constituer le tronc central, l'idée maîtresse de notre politique de sécurité intérieure.

## **Éradiquer le séparatisme islamiste par une laïcité affermie dans notre Constitution, renforcer la lutte contre le terrorisme islamiste**

Afin de marginaliser les fondamentalistes et séparatistes qui gagnent de plus en plus de terrain, nous devons mener une politique ferme de respect de la neutralité et de la discrétion religieuse dans l'espace public, collectif et politique, en séparant bien la sphère publique de la sphère privée. C'est notre troisième proposition « choc », une laïcité aux contours définis dans l'article 1 de notre Constitution afin de s'imposer à tous, dont la discrétion dans l'espace public. C'est le meilleur angle d'attaque contre le séparatisme islamiste.

Nous avons dans notre histoire l'exemple de ce que fit Napoléon pour les juifs de France par les décrets de 1808 contenant certaines contraintes afin de faciliter leur assimilation. Afin de marginaliser les fondamentalistes et séparatistes qui gagnent de plus en plus de terrain, nous devons mener une politique qui s'appuie sur les musulmans sécularisés qui revendiquent leur appartenance à la communauté nationale, qui reconnaissent la laïcité sans pour autant renier leur religion.

### **Auteur**

[Philippe FRANCESCHI](#) Consultant en sécurité

Publié le 29 septembre 2021

## **OFFRE SPECIALE**

**DEBAT EN DIRECT ERIC ZEMMOUR MICHEL ONFRAY**

**+ 1 mois découverte FrontPopulaire.fr**

**3,90 €**

accès au Direct du débat Zemmour/Onfray du 4 octobre 2021 à 20H,  
accès à tous les contenus de Frontpopulaire.fr pendant un mois



- J'en profite!



**PLUS QUE 500 PLACES DISPONIBLES**

---

**ÉRIC ZEMMOUR** **MICHEL ONFRAY**

---

**DÉBAT**

**ACCORDS & DÉSACCORDS**

A 200 jours de l'élection présidentielle, Michel Onfray et Éric Zemmour s'expliquent sur leurs points de convergence et de divergence.

**Immigration, Frexit, insécurité, Macron, COVID...**

Les sujets brûlants seront passés en revue.

## UNE CLARIFICATION INDISPENSABLE

- Je réserve

15 commentaires [Afficher](#) [Commenter](#)

[Twitter](#) [Partager](#)

## Nation

[nation](#)

[Immigration](#)

[Immigration : la France durcit le ton avec le Maghreb](#) [Abonnés](#)

[La rédaction](#)



**ARTICLE.** Gabriel Attal a confirmé ce matin que la France allait réduire de 50% le nombre de visas octroyés aux ressortissants algériens et marocains, et de 33% ceux octroyés aux tunisiens. Une riposte au refus des pays du Maghreb de reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière.

28/09/2021

48commentaires

[nation](#)

[Présidentielles 2022](#)

[Après sa déculottée aux sénatoriales, Ségolène Royal dévoile ses "ambitions" pour 2022](#)

[Gratuit](#)

## La rédaction



**ARTICLE.** Battue à plate couture aux élections sénatoriales, Ségolène Royal revient à la charge... en déclarant ne pas exclure de se lancer dans la course à la présidence de la République.

28/09/2021

47commentaires

nation

Nouvelle-Calédonie

Comment la Chine manœuvre pour affaiblir la France dans le Pacifique Gratuit

Bertrand GUYOT Journaliste



**ARTICLE.** Alors que la Nouvelle-Calédonie s'apprête une nouvelle fois à déterminer par référendum son indépendance (ou non) le 12 décembre 2021, un rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM) pointe du doigt le trouble jeu de la Chine dans la région...

28/09/2021

60commentaires

## international

international

Arménie

Lettre aux enfants d'Arménie Gratuit

Michel ONFRAY Co-fondateur de Front Populaire



**OPINION.** Aujourd'hui est un anniversaire particulier : celui de la déclaration de guerre de l'Azerbaïdjan aux Arméniens de l'Artsakh / Haut-Karabakh. Pour répondre à la douleur des enfants arméniens, Fayard vient de publier *Arménie, les enfants de la guerre*, ouvrage collectif auquel Michel Onfray a contribué. Nous publions son texte.

27/09/2021

53commentaires

international

Armée

Un « abandon en plein vol » : le Mali critique le retrait des troupes françaises du Sahel

Abonnés

La rédaction



**ARTICLE.** Alors que le premier ministre malien dénonce à l'ONU « *l'abandon* » dont se serait rendue coupable la France en retirant ses troupes du Sahel, celle-ci s'inquiète d'un potentiel contrat entre Bamako et les mercenaires de la compagnie russe Wagner, contrat qui servirait à « *compenser* » le retrait des forces françaises.

27/09/2021

50commentaires

international

naval group

Australie : le naufrage d'une (non)-politique étrangère Gratuit

Jacques SAPIREconomiste



**ANALYSE.** L'annulation du contrat entre l'Australie et Naval Group, au bénéfice de l'AUKUS (Australie, Royaume-Uni, États-Unis) a rebattu bien des cartes. Comment la

France doit-elle désormais se positionner sur l'échiquier géopolitique ? Analyse en détail avec l'économiste Jacques Sapir.

25/09/2021

63commentaires

## Europe

europa

Zemmour

Le système Orbán, un modèle pour Éric Zemmour ? Abonnés

Régis de CASTELNAU Avocat



**OPINION.** Depuis un certain temps déjà, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán fait figure de cible privilégiée pour nos bien-pensants nationaux. La visite, la semaine dernière, d'Éric Zemmour à Budapest était l'occasion rêvée par ces commentateurs convenus de jeter une pierre au probable candidat. Mais, à l'aune de son parcours et de ses politiques, que faut-il penser du leader du Fidesz ? Analyse par Régis de Castelnau.

28/09/2021

46commentaires

europa

Allemagne

Édouard Husson : "Angela Merkel a forgé un ordoprogressisme" Abonnés

Édouard Husson Historien



**ENTRETIEN.** Seize ans après sa prise de fonction, en 2005, Angela Merkel quitte aujourd'hui la Chancellerie fédérale d'Allemagne. Dans quel état laisse-t-elle le pays ? Qu'en est-il de son bilan ? À quoi faut-il désormais s'attendre ? Historien, spécialiste des relations internationales et fin connaisseur de l'Allemagne, Édouard Husson a répondu à nos questions.

26/09/2021

33commentaires

europe

Maastricht

Pour Aquilino Morelle, "le système maastrichtien cherche à atteindre notre souveraineté politique" Abonnés

La rédaction



**ARTICLE.** Dans un grand entretien accordé au *Monde*, Aquilino Morelle accuse le fédéralisme européen et ses promoteurs (en particulier les socialistes français), d'être les principaux ouvriers de la mondialisation néo-libérale. Et souligne la responsabilité accablante de François Mitterrand, Jacques Delors et Pascal Lamy.

22/09/2021

55commentaires

## Région



Michel Onfray : « Contrairement aux élites, les Français aiment leur passé » Gratuit  
Par Michel ONFRAY

17/09/2021



Pour la première fois de son histoire, la SCNF perd l'exploitation d'une de ses lignes  
Abonnés

Par La rédaction

11/09/2021



À Marseille, face aux tirs de kalachnikov, Macron dégage ses milliards Gratuit

Par Olivier DAMIEN

06/09/2021

## Analyses



Sécurité globale : quelle politique pour notre pays ? Introduction (partie I) Gratuit

Par Philippe FRANCESCHI

29/09/2021



Citoyens, armons-nous de conscience et de courage ! Gratuit

Par Charles-Christian BOUVIER

28/09/2021



Assises de la psychiatrie : un enjeu politique mais aussi sociétal Gratuit

Par Fanny BANCILLON

28/09/2021